

**Le drone bon marché turc rebat
les cartes : sélection OTC**

L'Arménie, ce miracle sans fin

Acceptera-t-on, un jour, de nommer les choses ? Michel Onfray avait choqué, l'an dernier, quand il avait dit que la guerre de la Turquie et de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie était une guerre de civilisation. Vu d'ici, on ne voit pas ce que c'était d'autre.

Premier pays chrétien de l'histoire de l'humanité, l'Arménie est un symbole et une survivance. Envahie tour à tour et, entre autres, par les Arabes, les Mongols, les Perses, les Turcs seldjoukides ou ottomans, elle a passé les siècles à renaître de ses cendres, gagnant parfois des batailles où l'ennemi était bien plus nombreux.

Aujourd'hui, les périls sont à leur comble. Îlot de chrétienté au milieu d'un océan islamiste, elle est sur la défensive depuis sa défaite militaire de 2020, quand les Azéris ont repris une grande partie de l'Artsakh, son berceau historique. Après que la Turquie a génocidé 1 million et demi d'Arméniens en 1915, Recep Tayyip Erdogan, son président, n'a qu'une obsession : finir le travail !

La faiblesse est la meilleure alliée des auteurs de guerre, les psychopathes et les autres : c'est ce que l'Histoire aurait dû nous apprendre, au moins avec Hitler, auquel tout fut donné avant qu'il décide de tout prendre. Or l'Occident fait preuve, envers le président turc, d'une pleutrerie sans nom. L'Europe, qu'il fait chanter en menaçant d'envoyer sur elle des flots de migrants, est toujours aplatie devant lui, à l'exception près de Macron.

Sous Obama comme sous Trump, les États-Unis ont fait pire, et leur complaisance

confine à l'abjection. Il est vrai que la Turquie est membre de l'Otan, dont une base aérienne, au sud du pays, abrite cinquante bombes nucléaires destinées, en cas de besoin, à la Russie. Qu'importe qu'Erdogan, membre de la confrérie des Frères musulmans, ait été un allié avéré de l'État islamique ou qu'il ait armé Al-Qaïda, tout lui sera pardonné, pourvu qu'il consente à laisser sur son sol des armes qui sont devenues ses « otages ».

Biden va-t-il sacrer Erdogan, comme l'ont fait ses prédécesseurs ? On a peine à croire que les États-Unis se ressaisiront lors de la rencontre au sommet de leur président avec Erdogan, prévue le 14 juin. Anticipant un triomphe diplomatique, le sultan ottoman a déjà programmé d'aller se pavaner, dans la foulée, à Chouchi, l'une des villes historiques de l'Arménie, théâtre en 1920 d'un pogrom de 20 000 Arméniens perpétré par les Azéris, qui, en la conquérant l'an dernier, ont sciemment bombardé sa cathédrale.

Les croix indisposent les ennemis turcs et azéris de l'Arménie. Donc, ils les brisent comme ils éradiquent ses lieux de culte, quand ils ne les transforment pas en mosquées. Ani, l'ancienne capitale de l'Arménie, « la ville aux mille et une églises », située aujourd'hui en Turquie, n'a-t-elle pas longtemps servi de champ de tir et de manœuvre à l'armée turque ? Mais non, ce n'est pas une guerre de civilisation, répéteront nos chers médias, dont beaucoup bénéficient des largesses des Turcs et des Azéris : ils ont la gratitude du ventre, et ce n'est pas la misérable Arménie qui pourra le leur remplir !

Les Arméniens n'ont pas seulement le tort d'être chrétiens, ces autochtones ont aussi celui d'avoir été là longtemps avant l'arrivée des envahisseurs turcs. C'est pourquoi Erdogan aimerait rayer de la carte ce mini-pays de 29 743 kilomètres carrés, soit dix fois moins que l'Arménie historique, et peuplé de 2 millions d'habitants (3, officiellement). Rêvant ouvertement de reconstituer l'Empire ottoman, il ne cesse de revendiquer de nouveaux territoires. Un coup, c'est la Crimée. Un autre, Mossoul ou Jérusalem. L'Arménie est une proie plus facile.

Russophone et russophile, l'Arménie ne semble plus bénéficier comme autrefois de la haute protection de la Russie. Pourquoi ? Certes, Erdogan est l'allié objectif de Poutine face à l'Occident. Mais il est possible que l'héritier des tsars doute de sa capacité de résistance face aux incessants coups de boutoir du néosultan sur les marches islamisées de l'ancien Empire soviétique. Il donne du temps au temps. D'où son incroyable silence après que des troupes azerbaïdjanaises ont capturé, le 27 mai, six soldats arméniens sur leur propre territoire, un acte de guerre condamné par presque toute la communauté internationale.

Quelle leçon notre vieille Europe peut-elle tirer de l'antique Arménie qui s'apprête à voter, le 20 juin, pour l'un de la grosse vingtaine de partis, dans une grande confusion démocratique, vérolée par ses oligarques ? Que, pour survivre,

il faut s'aimer. C'est ce que fait ce pays jeune et « wifisé » en préparant l'avenir avec le high-tech tout en cultivant son passé, tandis que veillent sur lui ses monastères, dans des paysages à couper le souffle. En ce bas monde, les miracles sont toujours possibles. Il suffit de les vouloir. La preuve, l'Arménie est toujours vivante.

Franz-Olivier Giesbert

2- L'Obs

10/06/2021

La Grande peur des Arméniens

Par Sara Daniel

Malgré le cessez-le-feu du 10 novembre 2020, la guerre n'est pas finie dans le Caucase. La tension rôde toujours autour des frontières. Ces dernières semaines, on a même assisté à une escalade. Le 25 mai, un soldat arménien était abattu lors d'une échauffourée. Deux jours plus tard, six autres militaires arméniens étaient capturés dans la nuit par les soldats azéris, dans le district de Gegharkounik, sur le territoire de la République d'Arménie.

Après avoir mis la main sur les trois quarts du territoire de la République autoproclamée d'Artsakh (Haut-Karabakh) et refoulé sa population arménienne, les forces armées de Bakou visent donc désormais deux régions à l'intérieur même des frontières internationalement reconnues de l'Arménie. Il s'agit du Gegharkounik, où s'étend le lac Sevan, et surtout du Siunik, une bande montagneuse hautement stratégique, comme l'explique le géopoliticien John Mackenzie dans la revue " Conflits ", puisqu'elle relie l'Arménie enclavée à l'Iran et coupe l'Azerbaïdjan de son exclave du Nakhitchevan.

Les Etats-Unis et la France ont fait part de leurs inquiétudes face à ce qui ressemble à un acte de guerre, sans aller pour autant jusqu'à qualifier ces agressions de casus belli. Emmanuel Macron, lorsqu'il a reçu il y a quelques jours le Premier ministre démissionnaire arménien Nikol Pachinian à Paris, a insisté sur " la nécessité d'un retrait immédiat des troupes azerbaïdjanaises du territoire arménien ". Mais l'Europe et l'Amérique, comme désormais dans beaucoup d'autres dossiers, ont les mains liées puisque les Russes ont pris en charge les négociations entre les deux parties... qui ne débouchent sur rien. Et les Arméniens tremblent de voir se répéter un moment tragique de leur histoire : celui de 1920, lorsque l'Arménie, rendue exsangue par un terrible génocide, fut attaquée par la Turquie kémaliste, et partagée entre Russes et Turcs.

Pour le président azéri Aliev, le chaos politique et moral dans lequel est plongée l'Arménie présente une belle occasion de pousser son avantage. Alors que la campagne pour les législatives anticipées du 20 juin est en cours, les coups les plus bas pleuvent entre partisans de Nikol Pachinian et ceux de l'ancien président arménien Robert Kotcharian. Aliev a beau jeu de maintenir une pression psychologique sur leur capitale, Erevan, en gardant en toute illégalité quelque 200 prisonniers de guerre arméniens, détenus dans des conditions inhumaines.

Face à cette agression azérie, deux nouveaux acteurs sont cependant entrés sur scène : l'Iran et l'Inde. Car Téhéran a cette fois riposté fermement en fixant ses lignes rouges : tout changement le long de sa frontière avec l'Arménie au profit d'une alliance turco-azérie serait perçu comme une menace directe pour la sécurité de la République islamique. En effet, son commerce extérieur vers l'Europe et la Russie est largement dépendant de cette frontière terrestre avec l'Arménie. Cette inquiétude est redoublée par la perspective d'un réveil nationaliste de la population azérie vivant dans le nord de l'Iran qui pourrait se trouver galvanisée par la nouvelle donne géostratégique.

Ainsi, tandis que les Azéris poursuivaient leur progression en Arménie, des avions de reconnaissance iraniens survolaient la frontière arméno-azerbaïdjanaise. Quant à l'Inde, elle est amie de l'Arménie parce que l'Azerbaïdjan est un allié de son ennemi pakistanais...

New Dehli craint aussi de dépendre de Bakou pour ses échanges commerciaux. L'Inde a ainsi sommé l'Azerbaïdjan de " retirer immédiatement ses troupes d'Arménie et de s'abstenir de nouvelles provocations ".

On le comprend : qui tient le Siunik tient les routes commerciales d'une partie de l'Asie. Non, la guerre n'est pas finie dans le Caucase.

3- Les Nouvelles d'Arménie

11/06/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79736

L'arméno-libanais Vigen Eoulchekdjian arrêté à Chouchi le 10 novembre comparait devant un tribunal à Bakou, il risque 20 ans de prison

Aujourd'hui comparaisait dans un tribunal azéri à Bakou, l'arméno-libanais Vigen Eoulchekdjian capturé par les forces azéries après le cessez-le-feu du 9 novembre dernier près de Chouchi (Artsakh occupée). Le juge aux ordres d'Aliev, Elbey Allakhverdov a entendu la défense dans ce simulacre organisé de procès pour « terrorisme ». Car l'arméno-libanais Vigen Eoulchekdjian est considéré par l'Azerbaïdjan comme un mercenaire ! Alors que cet Arménien du Liban s'était installé en Artsakh par patriotisme. Après écoute de la défense, la sentence sera prononcée le 14 juin. V. Eoulchekdjian encourt une peine de 20 ans de prison pour ce procès truqué comme le reste des procès intentés par Bakou aux prisonniers de guerre Arméniens.

Rappelons que le 10 novembre près de Chouchi, les soldats Azéris arrêtaient Vigen Eoulchekdjian en compagnie de Maral Nadjarian également originaire du Liban qui se rendaient à Chouchi pour récupérer quelques biens de leur domicile. Maral Nadjarian a été libérée en mars dernier et elle est revenue à Beyrouth.

Krikor Amirzayan

4- Les Nouvelles d'Arménie

11/06/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79727

Les soldats Azéris auraient tiré durant 30 minutes près du village de Kout et Sotsk dans la région de Geghrakounik

Les soldats Azéris ont tiré près d'une demi-heure sur les positions arméniennes a indiqué Sima Tchitcheyan le maire du village de Kout dans la région de Gegharkounik en Arménie.

« Au village de Kout ces tirs ne furent pas entendus par la population et du village de Sotsk près de 30 minutes des tirs eurent lieu. Actuellement tout est calme » dit S. Tchitechyan.

Rappelons que depuis le 12 mai les soldats Azéris franchissant la frontière arméno-azérie se trouvent sur le territoire de l'Arménie dans les régions de Gegharkounik et Syunik. Depuis le 12 mai ces soldats Azéris sont toujours sur le territoire arménien à plusieurs kilomètres à l'intérieurs des terres de l'Arménie. Le 6 juin l'ennemi avait fait feu en direction d'un berger arménien et son cheval pour lui voler 80 vaches. Des bêtes qui ne furent pas rendues jusqu'aujourd'hui.
Krikor Amirzayan

5- Les Nouvelles d'Arménie

10/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79684

Statut de l'Artsakh : Rien ne presse selon Moscou

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a réaffirmé le 9 juin que les médiateurs internationaux ne devaient pas se précipiter pour négocier un accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le statut du Haut-Karabakh.

M. Lavrov a de nouveau insisté sur le fait que le retour à la normalité et les mesures de confiance dans la zone de conflit du Karabakh doivent être la priorité absolue à court terme des coprésidents américain, français et russe du groupe de Minsk de l'OSCE.

« Beaucoup parlent maintenant du fait que la question du statut du Haut-Karabakh reste non résolue », a-t-il déclaré lors d'une conférence à Moscou. « Oui, elle doit finalement être réglée avec la participation des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE ».

« À ce stade, ils [les coprésidents] ne devraient probablement pas soulever périodiquement la question du statut, mais contribuer aux mesures de confiance, aider à résoudre les problèmes humanitaires et aider les Arméniens et les Azerbaïdjanais à vivre à nouveau côte à côte en toute sécurité. Dans ce cas, il sera plus facile de résoudre la question du statut deux ou trois ans plus tard », a-t-il déclaré.

L'accord négocié par la Russie, qui a mis fin à la guerre arméno-azerbaïdjanaise en novembre dernier, ne dit rien du futur statut du Karabakh. Il prévoit en revanche le rétablissement des liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a déclaré à plusieurs reprises que la guerre de six semaines, qui s'est soldée par d'importants gains territoriaux azerbaïdjanais, a essentiellement résolu ce conflit de longue date.

En revanche, l'Arménie maintient que le conflit ne sera pas résolu tant que les

deux parties seront en désaccord sur le statut du Karabakh. Elle affirme que la population du territoire contesté doit pouvoir exercer son droit à l'autodétermination, conformément aux propositions de paix formulées par les médiateurs russes, américains et français.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty

6- Campus Numérique Arménien

09/07/2021

<https://www.youtube.com/watch?v=Rv1fSev4cKA>

Une géopolitique du Sud-Caucase dans un monde en recomposition

Par Gérard Chaliand

(Voir la vidéo en ligne)

7- France Diplomatie

07/06/2021

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/evenements/article/allemande--russie-entretien-de-jean-yves-le-drian-avec-ses-homologues-allemand>

Allemagne/Russie - Entretien de Jean-Yves Le Drian avec ses homologues allemand et russe

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, s'est entretenu lundi 7 juin avec son homologue russe, conjointement avec le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, Heiko Maas.

Le ministre a rappelé la forte inquiétude de la France face à la détérioration de la situation sécuritaire en Ukraine le long de la ligne de contact et la nécessité d'un réengagement de toutes les parties à la mise en œuvre du cessez-le-feu. Le ministre a encouragé son homologue russe à apporter son plein appui à cet objectif. Il a rappelé notre attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues.

Le ministre a également insisté sur l'importance de poursuivre nos efforts dans le cadre du format Normandie pour trouver une solution pacifique au conflit en Ukraine et permettre la pleine mise en œuvre des accords de Minsk. Il a souligné la responsabilité de la Russie pour y parvenir, de même que l'importance d'éviter toute initiative qui pourrait contribuer à accroître les tensions à la suite des mouvements de forces russes observés en avril. Il a rappelé dans ce contexte l'importance de faire la transparence, dans le cadre du document de Vienne, s'agissant de tels mouvements et d'exercices.

Parallèlement à ces échanges sur l'Ukraine, le ministre a évoqué la pleine mobilisation de la France pour parvenir à une désescalade des tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et au règlement des questions en suspens découlant du conflit de l'automne dernier entre les deux pays. Il a rappelé notre volonté de poursuivre pour cela une coordination étroite avec la Russie, notamment dans le cadre de la co-présidence du groupe de Minsk, que nous assumons conjointement avec les États-Unis, et dans les enceintes internationales pertinentes.

Le ministre a souligné l'importance d'engager une négociation entre les parties, hors de tout fait accompli sur le terrain, pour traiter les enjeux de démarcation et de délimitation de la frontière. Il a rappelé son attachement à ce que les parties fassent preuve de la plus grande retenue et s'abstiennent de toute provocation.

8- Le Courrier d'Erevan

10/06/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/erdogan-et-aliyev-au-karabakh-la-semaine-prochaine>

Erdogan et Aliyev au Karabakh la semaine prochaine

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a indiqué mercredi qu'il se rendrait la semaine prochaine dans une ville symbolique du Nagorny Karabakh récemment repassée sous le contrôle de Bakou, lors d'une visite de trois jours en Azerbaïdjan.

Dans la foulée d'un sommet de l'Otan à Bruxelles lundi, "j'irai à Bakou où je serai reçu par mon frère (le président d'Azerbaïdjan) Ilham Aliev. De là, nous nous

rendrons à Choucha", a déclaré mercredi M. Erdogan lors d'un discours à Ankara. La ville de Choucha a été reprise par Bakou lors du dernier conflit dans la région séparatiste du Nagorny Karabakh qui a opposé les forces arméniennes et azerbaïdjanaises à l'automne dernier.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan sont en lutte depuis les années 1990 pour le Nagorny Karabakh, république auto-proclamée et de facto indépendante soutenue par Erevan.

A l'automne 2020, une guerre a brusquement éclaté, faisant au total 6.000 morts et se soldant par la victoire de Bakou qui a regagné de nombreux territoires perdus, dont Choucha.

Lors de ce conflit, la Turquie a soutenu l'Azerbaïdjan en lui fournissant notamment des drones. Plusieurs pays ont également accusé Ankara d'avoir envoyé des combattants syriens pour soutenir les forces de Bakou.

Outre son emplacement stratégique, Choucha est un symbole pour les Azerbaïdjanais, qui la considèrent comme un centre culturel majeur. Les Arméniens jugent qu'elle relève de leur patrimoine, en particulier sa cathédrale.

M. Erdogan a indiqué qu'il achèverait son déplacement en Azerbaïdjan en assistant le 16 juin à Bakou à un match de football qui opposera la Turquie au Pays de Galles dans le cadre de l'Euro-2020.

Source: AFP

9- Les Nouvelles d'Arménie

10/06/2021

Philip T. Reeker au chevet du Sud-Caucase : l'étape arménienne

Le 9 mai, le secrétaire adjoint américain par intérim pour les affaires européennes et eurasiennes, Philip Reeker, est arrivé en Arménie en marge d'un voyage régional du 6 au 13 juin qui passe par Tbilissi, Bakou et Erevan afin de faire avancer les priorités bilatérales et régionales et d'exprimer le soutien des États-Unis au développement démocratique et économique de la région.

Les États-Unis sont très préoccupés par les récents développements le long de la frontière internationale entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, notamment la détention de six soldats arméniens par les forces azerbaïdjanaises et la mort récente de deux journalistes dans un incident lié à une mine terrestre, a déclaré le secrétaire adjoint par intérim aux affaires européennes et eurasiennes, Philip T. Reeker a déclaré aux journalistes en Azerbaïdjan.

« Trop de vies ont été perdues dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et nous sommes préoccupés par le fait que la situation à la frontière pourrait s'aggraver. Nous appelons les deux parties à résoudre ces incidents de manière urgente et pacifique », a déclaré M. Reeker.

« Les États-Unis considèrent que tout mouvement le long des zones non démarquées de la frontière internationale entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est provocateur et inutile. Nous rejetons le recours à la force pour démarquer la frontière et appelons les deux parties à revenir à leurs positions antérieures et à cesser de fortifier militairement la frontière non démarquée et de placer des

mines terrestres », a déclaré M. Reeker, qui est arrivé en Arménie mardi soir, heure locale.

Pendant son séjour en Arménie, M. Reeker devrait rencontrer des représentants du gouvernement, de la société civile et des chefs d'entreprise pour discuter des priorités bilatérales et des questions liées au conflit du Haut-Karabakh.

Il a déclaré que les États-Unis exhortent les parties à reprendre dès que possible des négociations de fond sous les auspices des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE afin de parvenir à un règlement politique à long terme du conflit du Haut-Karabakh.

Entre-temps, le secrétaire d'État Anthony Blinken a déclaré le 9 juin que les États-Unis continueront à examiner l'opportunité de fournir une aide, notamment militaire, à l'Azerbaïdjan, compte tenu du maintien de la tension dans la zone de conflit du Haut-Karabakh.

M. Blinken s'exprimait lors d'une réunion de la commission sénatoriale des affaires étrangères, au cours de laquelle le président de la commission, le sénateur Robert Menendez, s'est dit déçu que l'administration Biden ait donné son feu vert au renouvellement de la dérogation de la section 907 malgré l'attaque de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh.

« Maintenant, après la dérogation de la section 907, l'ingérence dans la souveraineté territoriale de l'Arménie dans la question de la frontière, la non-libération des prisonniers du conflit en violation du droit international - je veux dire, je pense qu'ils [l'Azerbaïdjan] peuvent agir en toute impunité et je pense que lorsque nous avons renoncé à la section 907, nous leur avons donné le feu vert », a déclaré Menendez.

« Nous devons continuer à examiner cette question. J'ai travaillé activement sur ce sujet, en particulier pour obtenir le retour des prisonniers, pour m'engager dans un processus réel de discussion, de négociation sur une résolution réelle et pour travailler sur ces choses, et j'espérais que nous obtiendrions un peu de traction. Mais je pense que nous devons continuer à examiner cette question et la réexaminer à l'avenir », a ajouté M. Blinken en réponse à la question de M. Menendez.

Avec Asbarez

10- Le Courrier d'Erevan

08/06/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/demission-des-vice-ministres-des-affaires--etrangeres>

Démission des vice-ministres des Affaires étrangères

Hier, tous les vice-ministres des Affaires étrangères d'Arménie ont présenté leurs lettres de démission.

L'ancien ministre arménien des Affaires étrangères, Ara Ayvazian avait démissionné il y a une semaine. Il avait été suivi par l'un de ses vice-ministres.

Jeudi dernier, le 3 Juin, aucun des vice-ministres restants n'avait participé au conseil hebdomadaire du gouvernement, ce qui a déjà fait naître des soupçons sur le désaccord dans les échelons supérieurs de la diplomatie arménienne avec la politique extérieure en cours. Voilà que, trois jours plus tard, cela devient une évidence avec la démission des trois vice-ministres.

Ainsi, l'Arménie n'a plus de dirigeants à la tête de son Ministère des Affaires étrangères.

11- Les Nouvelles d'Arménie

11/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79714

Le dernier vice-ministre arménien des affaires étrangères confirme sa démission, rejetée par le gouvernement

Il sauvait la face et les apparences d'une diplomatie arménienne privée de capitaine depuis la démission le 27 mai, du ministre des affaires étrangères Ara Ayvazian, auquel ses vice-ministres et nombre des fonctionnaires du ministère emboîtaient le pas, montrant leur désaccord avec le premier ministre Nikol Pachinian. Mais Armen Ghevondian, s'il est resté en fonctions, a confirmé jeudi 10 juin qu'il était toujours démissionnaire, comme les trois autres ministres des affaires étrangères, solidaires du ministre de tutelle Ara Ayvazian, qui avait démissionné après une réunion d'urgence du Conseil de sécurité d'Arménie au cours de laquelle Pachinian avait appelé au retrait des forces arméniennes et azéries dans la zone frontalière contestée du sud de l'Arménie et au déploiement d'observateurs russes et/ou américains et français, une position qu'il ne partageait pas, comme il le fit entendre dans une cérémonie d'adieux à son ministère le 31 mai. Trois des vice-ministres d'Ayvazian — Artak Apitonian, Avet Adonts et Gagik Ghalachian – avaient été officiellement relevés de leurs fonctions mardi. Mais la démission d'A.Ghevondian avait été rejetée, ce qui faisait croire qu'il dirigeait de fait le ministère jusqu'aux élections. Mais à l'issue de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres jeudi à Erevan, ce diplomate de carrière confiera aux journalistes que sa démission était toujours à l'ordre du jour, en rappelant qu'il avait démissionné pour les mêmes raisons que ses trois collègues du ministère. Il a ainsi signalé que tous étaient d'avis que le ministère des affaires étrangères doit s'impliquer plus activement dans les prises de position diplomatiques du pays, laissant ainsi entendre que Pachinian privait le ministre et ses adjoints de leurs prérogatives, pour prendre des décisions qu'ils n'approuvent pas. Pourtant, le vice-premier ministre Tigrane Avinian, qui présidait la réunion du conseil des ministres, expliquait que la lettre de démission de Ghevondian n'avait pas été acceptée, car "on ne saurait laisser le ministère des affaires étrangères sans un responsable qui remplisse les fonctions du ministre".

Garó Ulubeyan

12- Les Nouvelles d'Arménie

11/06/2021

Pachinian récuse les termes d'un rapport présenté par Sarkissian qui prouverait son rejet d'un plan de paix international sur le Karabagh avant la guerre

Pris à partie par son prédécesseur Serge Sarkissian sur la question des prisonniers arméniens encore détenus en Azerbaïdjan dont il serait incapable d'obtenir la libération, le premier ministre sortant et toujours en exercice Nikol Pachinian n'avait pas manqué d'accepter la polémique avec l'un de ses principaux adversaires aux législatives anticipées : mis au défi par Sarkissian de laisser l'un de ses fils prendre la place de la centaine de prisonniers de guerre et civils arméniens que Bakou refuse de libérer et dont il avait affirmé lui-même qu'ils pourraient encore rester en captivité encore un ou deux mois pour le salut de la nation arménienne et lui épargner d'autres concessions à l'ennemi, Pachinian avait cru pouvoir relever le défi, en affirmant lors d'un autre meeting devant ses partisans que son fils Achot, était prêt à se livrer aux autorités de Bakou en échange de la libération des prisonniers, et qu'il en aurait d'ailleurs informé Bakou. Cette dérive dans la rhétorique de campagne avait suscité les critiques de l'ombudsman d'Arman Tatoyan, qui avait appelé les candidats en lice à cesser d'exploiter le dossier brûlant des prisonniers à des fins politiques, et avait pris pour cible plus précisément Pachinian, en lui reprochant de menacer les responsables régionaux et municipaux de purges s'ils persistaient à encourager leurs administrés à se rendre aux meetings de l'opposition.

Pachinian s'est montré plus expéditif après la publication mercredi 9 juin d'enregistrements audio de propos attribués à Pachinian sur la guerre du Karabagh, dont l'ancien président n'a pas précisé qui les avaient enregistrés et quand, et qui confirmeraient l'argumentaire de

l'opposition selon lequel le premier ministre aurait opposé un rejet catégorique au plan de règlement international du conflit du Haut Karabagh avant la dernière guerre, qu'il aurait ainsi provoquée de fait. On peut y entendre Pachinian évoquer sa première conversation avec les présidents de Russie, de Biélorussie et du Kazakhstan qui avait eu lieu quelques jours après sa nomination au poste de premier ministre en mai 2018. Il disait qu'ils les avaient pressé d'accepter un plan de paix au Karabagh préparé par la Russie et approuvé par les Etats-Unis et la France, ses deux partenaires à la co-présidence du Groupe de Minsk de l'OSCE. Ce plan représentait la dernière mouture des Principes dits des principes de Madrid qui devaient présider initialement au règlement du conflit et qui avaient été énoncés par les trois puissances médiatrices en 2007. Il appelait, entre autres, à la libération graduelle de la plupart des sept districts limitrophes du Haut Karabagh proprement dit contrôlés par les forces arméniennes du Karabagh depuis le cessez-le-feu de mai 1994 scellant la victoire remportée par les Arméniens dans la première guerre. Pachinian indique dans cet enregistrement audio qu'il avait rejeté le plan parce qu'il n'aurait pas acté immédiatement la sécession du Karabagh de l'Azerbaïdjan et déterminé un statut internationalement reconnu du territoire. Il ajoute qu'il n'avait pas été convaincu par les arguments présentés par les présidents russe, kazakh et biélorusse selon lesquels le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev réalisait que Bakou ne regagnerait jamais le contrôle du Karabagh mais ne pouvait renoncer formellement à la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le territoire au risque sinon d'être tenu pour un « traître » dans son pays. Pachinian indique qu'il sentait à ce stade qu'il devait éviter un tel règlement et, si nécessaire, « jouer le simplet et paraître un peu déraisonnable » à cet effet. « Telle est ma conclusion : ce type n'est pas fou, ce type fait le fou, rend fous » a déclaré Sarkissian lors d'une tournée de campagne dans la province de Gegharkunik. « C'est inadmissible pour le dirigeant d'un pays ». L'ex-président, qui dû céder le pouvoir à Pachinian en avril 2018 sous la pression de sa « révolution de velours » a aussi critiqué la position intransigeante de Pachinian qui a fourvoyé les pourparlers de paix arméno-azéris dans l'impasse jusqu'à produire la guerre de l'automne que remporta l'Azerbaïdjan.

Pachinian a balayé du revers de la main les allégations de Sarkissian en affirmant que l'enregistrement audio ne révélait rien de nouveau et n'était pas de nature à compromettre ses chances de réélection alors qu'il poursuivait sa tournée dans la province du Lori le lendemain. Il s'est contenté de renvoyer à ses nombreuses déclarations antérieures, selon lesquelles il estimait que les propositions de paix faites par les Etats-Unis, la Russie et la France favorisaient l'Azerbaïdjan. « La communauté internationale, sur laquelle nous avons placé nos espoirs des années durant, nous pressait de retourner les territoires en échange de rien », a déclaré le premier ministre devant ses partisans lors d'un meeting à Spitak. Pachinian avait fait des déclarations similaires aussitôt après le cessez-le-feu du

9 novembre, alors qu'il répondait aux critiques qui affirmaient qu'il aurait pu éviter cette guerre désastreuse, qui a fait au moins 3 700 tués dans les rangs arméniens, s'il avait accepté les propositions de paix des médiateurs. En janvier, Igor Popov, le coprésident russe du Groupe de Minsk de l'OSCE, avait accusé Pachinian d'avoir présenté une approche tronquée de ces propositions. I.Popov avait plus précisément réfuté ses allégations selon lesquelles les médiateurs n'auraient rien offert aux Arméniens en échange de leur retrait des districts limitrophes du Karabagh. Le médiateur russe avait fait valoir qu'en vertu du plan de paix du Groupe de Minsk, la population du Karabagh aurait été en mesure de déterminer le statut du territoire contesté par la voie d'un référendum légitime, ayant force de loi. Il avait aussi souligné que ce plan conditionnait à un accord sur le statut le retrait arménien de deux des sept districts, ceux éminemment stratégiques de Lachin et Kelbajar, qui mettent en contact l'Arménie et le Karabagh et dont la perte est d'autant plus cruellement ressentie aujourd'hui par la partie arménienne, puisqu'elle soulève la question explosive du tracé des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

par [Garo Ulubeyan](#)

13- Les Nouvelles d'Arménie

11/06/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79725

Alexei Overchuk, vice-premier ministre russe : « Avec de la bonne volonté, les voies de communication s'ouvriront dans le Caucase du Sud

Des discussions de fond sur le déblocage de la région sont en cours au sein du groupe de travail des vice-premiers ministres Russie-Arménie-Azerbaïdjan. La clé de la résolution de cette question est le déblocage de l'Arménie qui, en fait, est un pays bloqué depuis son indépendance, a déclaré le vice-premier ministre russe Alexei Overchuk dans une interview au journal Rossiyskaya Gazeta.

« Avec de la bonne volonté, les voies de communication s'ouvriront dans le Caucase du Sud, le commerce commencera à se développer, les économies des deux pays prendront un nouvel élan, se développeront et la vie des gens s'améliorera. Il est important que cette bonne volonté existe », a déclaré M. Overchuk.

Selon lui, dès le début, les parties ont convenu de choisir une approche basée sur le bon sens, ce qui a permis de commencer à discuter de tous les itinéraires ferroviaires et automobiles possibles entre les deux pays.

« Les possibilités de communication entre les régions occidentales de l'Azerbaïdjan et la République autonome du Nakhitchévan via le territoire de l'Arménie sont examinées. Dans le même temps, les questions liées à la possibilité de voyager de l'Arménie vers la Russie via le territoire de l'Azerbaïdjan ou de l'Arménie et de la Russie vers l'Iran via le territoire du Nakhitchévan sont en cours de résolution. En outre, l'Arménie peut avoir la possibilité d'utiliser les ports azerbaïdjanais de la mer Caspienne pour le transfert de marchandises vers les pays d'Asie centrale ou de ces pays vers l'Arménie », a noté le vice-Premier ministre russe.

Selon lui, l'Arménie a des possibilités de communication très limitées avec le monde extérieur en matière de transport, ce qui entrave le développement économique, affecte négativement les processus de migration et ne permet pas à l'Arménie de révéler pleinement son potentiel.

« Le déblocage des transports dans la région est important pour la Russie, l'Union économique eurasienne et tous les pays voisins. Dans le même temps, l'Arménie deviendra non seulement une importante plate-forme de transport international reliant les ports iraniens du golfe Persique aux ports de la mer Noire, ainsi qu'aux ports russes de la Baltique et du Pacifique, mais elle sera également en mesure de lancer sa propre production, car elle aura la possibilité de pénétrer sur de nouveaux marchés et les facteurs limitant les

exportations du pays appartiendront au passé. De telles opportunités ne se sont jamais présentées dans l'histoire moderne, et sans aucun doute, l'Arménie et l'Azerbaïdjan seront les principaux bénéficiaires de ce processus. La Russie les aide, ainsi que d'autres pays de la région, dans ce processus », a-t-il déclaré.

Il a présenté les résultats de l'activité du groupe de travail trilatéral et a déclaré que lorsque les solutions seront trouvées, et que l'Arménie et l'Azerbaïdjan décideront qu'ils sont prêts à les mettre en œuvre, il sera alors possible de poursuivre la restauration des routes et la reprise des liens de transport.

« L'important est de voir un avenir positif, et il est également important qu'aucun d'entre eux ne prenne maintenant des mesures telles qu'elles compliqueront davantage ce processus », a déclaré Alexei Overchuk.

Avec Armen Press

14- RCF Radio

11/06/2021

<https://rcf.fr/vie-quotidienne/autour-du-monde/des-initiatives-pour-l-enfance-en-detresse-en-armenie>

Des initiatives pour l'enfance en détresse en Arménie

Présentée par Véronique Brossier

Traumatismes, pauvreté, pénurie alimentaire. La crise sanitaire et le conflit récent au Haut-

Karabagh ont eu des conséquences violentes sur la population et notamment les enfants. Comment s'organise le soutien ? Des initiatives présentées par Véronique Brossier du BICE [Bureau International Catholique de l'Enfance].

(Emission à écouter en ligne)

15- Le Courrier d'Erevan

10/06/2021

<https://www.courrier.am/fr/societe/restauration-de-la-liaison-ferroviaire-entre-la-georgie-et-larmenie>

Restauration de la liaison ferroviaire entre la Géorgie et l'Arménie

Les trains de voyageurs sur la ligne Erevan-Tbilissi-Batoumi commenceront à circuler à partir du 15 juin, a déclaré le 7 juin la ministre géorgienne de l'Économie, Natia Turnava, lors d'un briefing après la session gouvernementale.

Les trains de la ligne Tbilissi-Erevan-Tbilissi circuleront tous les jours.

« La liaison ferroviaire entre la Géorgie et l'Arménie a été rétablie et, le 15 juin, le premier train circulera sur la ligne Erevan-Tbilissi-Batoumi. Cela signifie que les touristes viendront traditionnellement de notre pays voisin et partenaire et visiteront la Géorgie, nos stations de la mer Noire, la capitale et d'autres sites touristiques », - a déclaré Mme Turnava.

Elle estime que les premiers résultats de l'ouverture des frontières terrestres de la Géorgie il y a une semaine sont déjà visibles : le flux de touristes en provenance des pays voisins a augmenté.

Il existe aujourd'hui deux points de contrôle à la frontière entre la Géorgie et l'Arménie - Bagratashen-Sadakhlo et Gogavan-Guguti.

« La communication terrestre avec la Turquie se poursuit également sans entrave. Les visiteurs de là-bas visitent l'Adjarie, Tbilissi et d'autres destinations touristiques. Le nombre de touristes en provenance d'Ukraine a augmenté. Ils peuvent arriver à la fois par voie aérienne et par la mer Noire. Comme on le sait, l'Azerbaïdjan œuvre à la simplification des règles d'entrée pour ses citoyens. Nous espérons vraiment que cette décision ne sera pas retardée et que nous serons en mesure d'accueillir traditionnellement nos voisins azerbaïdjanais en Géorgie », a déclaré Mme Turnava.

Les frontières terrestres de la Géorgie, fermées depuis mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus, sont ouvertes aux visiteurs étrangers depuis le 1er juin. Il est possible de franchir la frontière terrestre avec une preuve de vaccination complète et un test PCR négatif, ou seulement avec un test PCR négatif effectué dans les dernières 72 heures. Dans ce dernier cas, le visiteur est tenu d'effectuer

un nouveau test PCR le troisième jour de son séjour en Géorgie. Il est recommandé aux touristes d'avoir ou d'acheter une assurance maladie en Géorgie qui couvre le traitement du Covid-19.

Tous les étrangers vaccinés contre le Covid-19 (à l'exception des citoyens de n'importe quel pays qui ont été en Inde au cours des deux dernières semaines) peuvent se rendre en Géorgie.

Les autorités géorgiennes s'attendent à ce que l'ouverture des frontières et le processus de vaccination, suivis de la levée de toutes les restrictions, contribuent à restaurer le tourisme pendant la période estivale et que le flux de touristes atteigne 45% des chiffres de l'année record de 2019, lorsque la Géorgie a été visitée par environ 9 millions de visiteurs.

16- France Football

09/06/2021

<https://www.francefootball.fr/news/Un-journaliste-russe-prive-d-euro-pour-s-etre--rendu-au-nagorny-karabakh/1260564>

Un journaliste russe privé d'Euro pour s'être rendu au Nagorny Karabakh

Un journaliste russe a été privé d'accréditation par l'Azerbaïdjan pour s'être rendu à plusieurs reprises au Nagorny Karabakh.

Un journaliste russe a été privé d'accréditation pour l'Euro (11 juin-11 juillet) par le comité d'organisation azerbaïdjanais, qui lui reproche d'avoir visité la région séparatiste du Nagorny Karabakh, provoquant mercredi les protestations de Moscou. Nobel Aroustamian, journaliste d'origine arménienne de la chaîne russe *Match TV*, a annoncé mardi qu'il n'avait pas obtenu d'accréditation pour l'Euro, organisé dans onze villes européennes dont Bakou, en Azerbaïdjan.

L'approbation des onze comités d'organisation nationaux est nécessaire pour que les journalistes soient accrédités. Le vice-président de la Fédération azerbaïdjanaise, Elkhan Mammadov, a confirmé que son pays était à l'origine du blocage. Bakou reproche à Nobel Aroustamian de s'être rendu au Nagorny Karabakh, région séparatiste azerbaïdjanaise à majorité arménienne théâtre d'une guerre à l'automne 2020.

« Il a violé les lois de notre pays, faisant preuve d'un manque de respect pour l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan »

« *Cette personne a visité à plusieurs reprises les territoires occupés [...] Il a violé les lois de notre pays, faisant preuve d'un manque de respect pour l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan* », a déclaré Elkhan Mammadov, cité par les médias azerbaïdjanais.

Le rejet de l'accréditation de Nobel Aroustamian a provoqué l'indignation des journalistes russes et de sa chaîne. « *Le refus d'une Fédération régionale d'approuver le nom de notre commentateur est une violation de l'esprit du mouvement sportif international* », a dénoncé sur le réseau social Telegram la productrice générale de *Match TV*, Tina Kandelaki.

Le commentateur sportif Vassili Outkine, qui avait révélé l'affaire, a pour sa part dénoncé « *une injustice bestiale.* » La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a elle assuré que ses services avaient « *travaillé toute la nuit* » avec l'UEFA pour permettre à M. Aroustamian « *d'exercer ses activités*

professionnelles », s'abstenant de critiquer l'Azerbaïdjan avec qui la Russie entretient de bonnes relations.

Le précédent Mkhitarian

L'Azerbaïdjan a pour habitude d'interdire l'entrée sur son territoire à des personnes s'étant rendues au Nagorny Karabakh. En 2019, le milieu arménien d'Arsenal Henrikh Mkhitarian avait lui renoncé à jouer la finale de la Ligue Europa à Bakou (1-4 contre Chelsea) pour des raisons de sécurité.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan sont en lutte depuis les années 1990 pour le Nagorny Karabakh, république auto-proclamée et de facto indépendante soutenue par Erevan. À l'automne 2020, une guerre a brusquement éclaté, faisant au total 6 000 morts et se soldant par la victoire de Bakou qui a regagné de nombreux territoires perdus.

17- Centre Français de Recherche sur le Renseignement - Cf2R

Juin 2021

https://cf2r.org/editorial/lassourdissant-silence-occidental-face-a-la-poursuite-de-lagression--azerbaïdjanaise-contre-larmenie/?fbclid=IwAR1reEwjmhymjAV0PuqizAqOgS0_1FjTIRqQA-2-yqmjBJ-N3x87UBKRiT8#

Éditorial d'Éric Denécé N°56 / juin 2021

L'assourdissant silence occidental face à la poursuite de l'agression azerbaïdjanaise contre l'Arménie

Alors que l'OTAN ne cesse de dénoncer ce qu'elle appelle « l'attitude agressive » de la Russie aux marges de l'Ukraine - sans daigner reconnaître aux habitants du Donbass le droit à l'autodétermination que les Occidentaux ont accordé au Kosovars au détriment de la Serbie -, que l'Europe crie au scandale au sujet du « détournement » d'un avion de ligne par les autorités biélorusses afin d'arrêter un journaliste opposant au régime - sans avoir jamais dénoncé le « détournement » de l'avion du bolivien Evo Morales afin d'intercepter Snowden - , force est d'être frappé par l'assourdissant silence des Occidentaux concernant la poursuite de l'agression turco-azérie contre l'Arménie... et l'étonnante passivité de Moscou.

(Lire l'article en pièce jointe)

18- The Wall Street Journal

L'Opinion (traduction)

07/06/2021

<https://www.wsj.com/articles/armed-low-cost-drones-made-by--turkey-reshape-battlefields-and-geopolitics-11622727370>

Le drone low cost turc rebat les cartes militaires et géopolitiques

(Lire l'article en pièce jointe)